

Gabon) (p. 5214) ; *Problème posé par l'évacuation du pétrole du Sahara ; rationnement du carburant ; pénurie de charbon domestique ; aide à l'exportation du livre français (création d'un fonds culturel)* (p. 5212) ; — des propositions de la Conférence des Présidents [30 novembre 1956] (p. 5324). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour remédier à la crise de l'industrie automobile [4 décembre 1956] (p. 5496). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant une organisation commune des régions sahariennes ; Art. 9 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Hénault (rôle du bureau de recherches des pétroles)* [14 décembre 1956] (p. 6011) ; — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Son ordre du jour (hommage à la Hongrie, gestion internationale du canal de Suez, Euratom et marché commun, unification politique de l'Europe)* [19 décembre 1956] (p. 6167) ; *le retire* [20 décembre 1956] (p. 6179) ; — du procès-verbal de la séance du 20 décembre 1956 (*Organisation du débat relatif aux interpellations sur la politique extérieure*) [21 décembre 1956] (p. 6198) ; — de la question orale de M. Bouxom relative à la crise de l'industrie automobile [21 décembre 1956] (p. 6198). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux communes dites « communes-dortoirs » ou « communes-champignons » d'établir leur budget sans que leurs administrés supportent une charge excessive [30 janvier 1957] (p. 393). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale et des Forces armées une question orale relative à la durée du service militaire (Report dû à l'absence de M. le Ministre de la Défense nationale) [6 février 1957] (p. 686) ; la développe : *Méthode dite de rotation en Afrique du Nord ; cas des engagés par devancement d'appel ; nécessité des permissions ; problème du ravitaillement des troupes en Algérie* [7 février 1957] (p. 724, 725). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi concernant certaines dispositions fiscales : *Ses explications de vote sur la question de confiance : conséquences de la politique économique et financière du Gouvernement ; nécessité d'une politique dite bi-partisane* [21 mai 1957] (p. 2599, 2600) ; — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom :

Motion préjudicielle de M. Rieu tendant à surseoir à la discussion de ces projets ; opinion de Moscou sur le marché commun [4 juillet 1957] (p. 3237, 3238) ; *Création d'une Commission intérimaire chargée de mettre au point la structure administrative des futures organisations, définition de la fonction publique européenne* [5 juillet 1957] (p. 3318, 3319). — Pose à M. le Ministre des Finances, des Affaires économiques et du Plan une question orale relative à l'incidence du relèvement du taux de l'escompte sur l'accession à la propriété [22 janvier 1958] (p. 186). — Prend part à la discussion : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Inscription à l'ordre du jour du rapport négatif de M. Barrachin sur la réforme électorale*) [21 février 1958] (p. 950, 951) ; — sur la question orale posée par M. Jean Villard relative à la situation dans laquelle se trouvent les établissements d'aliénés par suite du nombre de plus en plus important des malades [23 mai 1958] (p. 2444). = S'excuse de son absence [29 novembre 1957] (p. 5075), [28 mars 1958] (p. 2086). = Obtient des congés [29 novembre 1957] (p. 5075), [28 mars 1958] (p. 2086).

BIDAULT (M. Georges), Député de la Loire (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'attribution de pouvoirs spéciaux pour l'Algérie : *Ses explications de vote : le problème de l'ordre ; l'appel adressé par M. Guy Mollet aux rebelles ; la nécessité d'une politique hardie* [12 mars 1956] (p. 848, 849) ; *le sens donné par le Gouvernement au vote sur la confiance* (p. 858). — Dépose une demande d'interpellation sur le détachement accompli ou envisagé des magistrats militaires et civils ayant pris part à l'instruction et au jugement de ce qui est appelé le procès des fuites [25 juillet 1956] (p. 3586). — Prend part à la discussion du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1^o ouverture et annulation de crédits ; 2^o création de ressources nouvelles ;

3^o ratification de décrets; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 34-54 : *Amendement indicatif de M. Dides (Déplacement des magistrats du tribunal militaire de Paris ayant eu à connaître de l'affaire des fuites)* [25 juillet 1956] (p. 3600, 3601); *Sa polémique avec M. Pierre Villon* (p. 3600). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Affaire du canal de Suez*) [2 août 1956] (p. 3839). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures les plus énergiques devant la situation créée par le coup de force accompli sur le canal de Suez : *Analogie entre le coup de force du colonel Nasser et la réoccupation de la Rhénanie par Hitler ; danger de négociations « trop longues et trop vagues »* [2 août 1956] (p. 3842); *Hésitations américaines; nécessité de barrer la route à la violence et à l'injustice* (p. 3843); — des interpellations sur les événements de Hongrie : *Sa demande de suspension de séance pour permettre aux parlementaires de se rendre à la manifestation de l'Etoile, organisée en vue de rendre hommage au peuple hongrois* [7 novembre 1956] (p. 4511); — des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Ses observations sur : les événements de Hongrie, la violation du traité de paix de 1947 par l'Union soviétique (stationnement des troupes après la signature du traité de paix avec l'Autriche), la faillite du régime communiste, les articles publiés par le journal l'Humanité, la participation de la jeunesse à l'insurrection* [18 décembre 1956] (p. 6086, 6087); *l'impuissance de l'O. N. U.* (p. 6088); *le prétendu abandon par la France des réparations allemandes à la Conférence de Moscou de 1947* (p. 6099); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : *Ses observations sur l'attitude du Maroc et de la Tunisie* [20 mars 1957] (p. 1749); *les conséquences d'un abandon de l'Algérie* (p. 1750); *la duperie de l'indépendance, les négociations envisagées, la campagne de dénigrement de l'administration et de l'armée, la solution politique possible (en partant des unités géographiques et historiques)* (p. 1751, 1752); *le problème des élections, l'aide apportée aux rebelles par la Tunisie et le Maroc, la nécessité de soumettre les conventions signées avec ces deux pays à la ratification du Parlement, le voyage de M. Nixon au Maroc, l'enlèvement du capitaine Moureau* (p. 1753, 1754).

— Dépose une demande d'interpellation sur la situation de la France à l'égard du Maroc et de la Tunisie et de l'enlèvement du fils du Glaoui [14 mai 1957] (p. 2339). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : *Caractère irréversible de la politique française en Algérie; usage des pouvoirs spéciaux; terrorisme en métropole; utilisation des sommes prélevées par le F. L. N.; insuffisance du contrôle parlementaire; transformation lente de la structure administrative de l'Algérie par la création de nouveaux Ministères; contenu de la loi-cadre; problème des confins algériens; de la co-belligérance de la Tunisie et du Maroc* [17 juillet 1957] (p. 3701, 3702, 3703); — sur une communication du Gouvernement (livraisons d'armes à la Tunisie) : *Son rappel au Règlement* [15 novembre 1957] (p. 4835); — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Droit à la parole de M. Mendès-France* [29 novembre 1957] (p. 5060); *Ses explications de vote: les déclarations antérieures de M. Pierre Mendès-France relatives à l'Algérie; le discours de Carthage, les propositions de médiation de la Tunisie et du Maroc, les livraisons d'armes à la Tunisie, la loi tunisienne d'indignité nationale* (p. 5069 à 5072); — d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : *Politique de M. Bourguiba* [22 janvier 1958] (p. 210); — d'interpellations relatives au bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef : *Responsabilités de M. Mendès-France dans la crise survenue au moment de la Conférence de Genève; discours de Carthage de M. Mendès-France et ébranlement de l'Algérie; déclaration de M. Mendès-France en 1954 refusant toute concession à la rébellion algérienne et évolution de son attitude depuis cette époque* [11 février 1958] (p. 676, 677). — Président du Conseil pressenti : accepte le 21 avril 1958; renonce le 22 avril 1958. — Prend part à la discussion : d'urgence du projet de loi déclarant l'état d'urgence sur le territoire métropolitain : *Restauration de l'autorité de la République par un Gouvernement de salut public et d'union nationale et non par le vote de l'état d'urgence; attachement du général de Gaulle à la République; inquiétude soulevée en Algérie par la*

politique annoncée par M. Pflimlin [16 mai 1958] (p. 2370, 2371); — d'une proposition de résolution tendant à la revision de la Constitution : *Conditions dans lesquelles a été publiée la déclaration du général de Gaulle consécutive à son entrevue avec le Président du Conseil, rôle joué par un ou plusieurs membres du Gouvernement, impossibilité de séparer la République de l'unité de la nation* [27 mai 1958] (p. 2537). = S'excuse de son absence [8 juin 1956] (p. 2451), [1^{er} février 1957] (p. 474). = Obtient un congé [1^{er} février 1957] (p. 474).

BILLAT (M. Paul), Député de l'Isère (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 10 février 1956, un rapport fait au cours de la deuxième législature au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter la solde de base des jeunes soldats du contingent à 50 francs par jour à partir du 1^{er} janvier 1953, **n° 386**. — Le 14 février 1956, un rapport fait au cours de la deuxième législature au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à porter désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France, **n° 458**. — Le 14 février 1956, un rapport fait au cours de la deuxième législature au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de résolution : 1^o de M. Lefranc (n° 11566) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer le bénéfice de la franchise postale à tous les militaires actuellement stationnés en Afrique du Nord; 2^o de M. Billat et plusieurs de ses collègues (n° 11707) tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la franchise postale aux militaires stationnés en Afrique du Nord pour les lettres et les colis qui leur sont

adressés par avion comme par tout autre moyen de transport; 3^o de M. Penoy et plusieurs de ses collègues (n° 11822) tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la franchise postale aux correspondances des militaires en Afrique du Nord ainsi qu'à leurs familles et de permettre à celles-ci d'expédier en franchise les colis destinés à ces militaires, **n° 459**. — Le 17 février 1956, un rapport fait au cours de la deuxième législature au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4976) de M. Billat et plusieurs de ses collègues instituant un fonds de chasse dans chaque département et sur le plan national destiné à utiliser d'une façon rationnelle les sommes versées par les chasseurs pour l'obtention du permis de chasse, au repeuplement, au gardiennage, au développement de la chasse en France, **n° 588**. — Le 21 février 1956, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 45-267 du 2 novembre 1945 organisant la protection des végétaux afin d'assurer la défense efficace de ceux-ci et du cheptel contre les émanations de certains établissements industriels, **n° 626 rectifié**. — Le 23 février 1956, une proposition de loi tendant à accorder un allègement du temps de service militaire actif aux jeunes gens du contingent, pères de famille et la dispense totale aux pères de deux enfants, **n° 718**. — Le 23 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter, sans aucune restriction, du service militaire en Afrique du Nord, les jeunes gens accomplissant leur temps légal de service, ou maintenus sous les drapeaux qui y ont un frère ou un demi-frère présent sous les drapeaux et ceux dont un proche parent est mort pour la France, **n° 727**. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à renvoyer dans leurs foyers les sursitaires ayant accompli leur temps légal de service militaire, **n° 763**. — Le 24 février 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à n'envoyer en aucun cas en Afrique du Nord les appelés mariés et pères de famille et les soutiens de famille qui accomplissent leur temps légal de service militaire ou qui, libérables, sont maintenus sous les drapeaux, **n° 771**. — Le 22 mars 1956, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 14 février 1956, sur la proposition de loi de M. Césaire et plusieurs de